



Règlement du programme INIES

Décembre 2023

Applicable à compter du 01/01/2024

Sommaire

1.	Contexte	4
2.	Caractéristiques du programme INIES.....	5
2.1	Généralités	5
2.2	Champ d'application	5
2.3	La gouvernance du programme INIES et les relations avec ses parties prenantes	6
2.4	Liens du programme INIES avec la base INIES.....	8
2.5	Conformité du programme à la norme NF EN ISO 14025	9
3.	Données admissibles au programme INIES	10
3.1	Fiches de Déclaration Environnementale et Sanitaire (FDES)	10
3.2	Configurateurs et déclarations paramétrables	10
3.3	Modules d'Informations sur le cycle de vie (ICV)	11
3.4	Acceptation des « Product Category Rules » ou règles de catégorie de produit	11
3.5	Exigences générales portant sur les informations contenues dans une FDES ou un ICV	12
4.	Confidentialité des données	13
4.1	Déclarations	13
4.2	Autres documents	13
5.	Processus du programme INIES.....	14
5.1	Généralités	14
5.2	La vérification : principes et contenu requis	14
5.3	Confidentialité et mise à disposition des informations.....	14
5.4	Points de vérification.....	14
5.5	Conclusions de la vérification.....	15
5.6	Réclamations et sanctions.....	15
5.7	Coût d'enregistrement au programme INIES	17
5.8	Identification du programme INIES.....	17
5.9	Récapitulatif de la procédure de vérification des configurateurs	18
5.10	Période de validité et mise à jour des Déclarations (FDES, ICV, ...)	18
5.11	Rétroactivité de l'application des règles du programme	20
6.	Procédure d'habilitation des vérificateurs	21
6.1	Logigramme du processus d'habilitation	22
6.2	Le dépôt des candidatures	23
6.3	Composition du jury	25
6.4	Maintien des compétences – Réunion annuelle des vérificateurs	25
6.5	Réclamations et sanctions.....	26
7.	Procédures d'enregistrement et d'admission dans la base INIES	26
7.1	Déclaration environnementale	26
7.2	Inventaire du cycle de vie.....	26
7.3	Configurateur	26



8.	Coopération européenne.....	26
8.1	Principe des reconnaissances mutuelles.....	26
8.2	Traduction des FDES.....	27

1. CONTEXTE

L'environnement représente un enjeu fort pour l'Union Européenne, et sa prise en compte est systématique dans l'ensemble des politiques sectorielles européennes. Les déclarations environnementales et sanitaires, complémentaires aux caractéristiques techniques des produits de construction par l'industrie de la construction définies par le Règlement des Produits de Construction (RPC) 305/2011/CE (marquage CE), sont incontournables.

Il a toujours été important pour l'industrie de la construction de s'assurer que ces déclarations, en vue de leur publication et de leur dissémination vers le public professionnel, soient correctement établies et vérifiées par tierce partie indépendante. Le programme de vérification, au sens de la norme NF EN ISO 14025 a été mis en place dès 2006.

La réglementation française sur les déclarations environnementales des produits de construction est fixée par les textes suivants :

- Décret n° 2021-1674 du 16 décembre 2021 relatif à la déclaration environnementale de produits de construction et de décoration ainsi que des équipements électriques, électroniques et de génie climatique
- Arrêté du 14 décembre 2021 relatif à la déclaration environnementale des produits destinés à un usage dans les ouvrages de bâtiment et à la déclaration environnementale des produits utilisée pour le calcul de la performance environnementale des bâtiments
- Arrêté du 20 octobre 2022 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2021 relatif à la déclaration environnementale des produits destinés à un usage dans les ouvrages de bâtiment et à la déclaration environnementale des produits utilisée pour le calcul de la performance environnementale des bâtiments
- Arrêté du 14 décembre 2021 relatif à la vérification par tierce partie indépendante des déclarations environnementales des produits destinés à un usage dans les ouvrages de bâtiment et des déclarations environnementales des produits utilisées pour le calcul de la performance environnementale des bâtiments

Pour résumer, avec cette réglementation, dès lors qu'un déclarant ne souhaite pas qu'une donnée environnementale par défaut soit utilisée pour son produit dans le calcul réglementaire de la performance environnementale d'un bâtiment ou dès lors qu'il souhaite réaliser une allégation environnementale sur son produit, il doit établir une déclaration environnementale, la faire vérifier par une tierce partie indépendante dans le cadre d'un programme de déclaration et l'enregistrer dans une base de données gérée par ce même programme de déclaration. Ces programmes de déclaration doivent avoir passé une convention avec l'Etat. A ce jour, le programme INIES est le programme de déclaration ayant conventionné avec l'Etat pour les produits de construction.

En France, les FDES contiennent un volet environnemental répondant aux exigences réglementaires et un volet sanitaire non couvert par la réglementation mais exigé par le programme INIES. La base INIES est la base hébergeant ces données.

Ce document contient les règles applicables à la déclaration, la vérification et l'enregistrement de tous les types de données admises par le programme INIES (voir chapitre 3).

Les règles de catégorie de produits relatives aux produits de construction (au sens de la norme NF EN ISO 14025) sont constituées des normes NF EN 15804+A2 et NF EN15804+A2/CN. Ces règles ont été validées par les membres de la commission de normalisation AFNOR P01E " Développement durable dans la construction".



2. CARACTERISTIQUES DU PROGRAMME INIES

2.1 Généralités

La norme NF EN ISO 14025 rappelle que « l'objectif global des étiquettes et déclarations environnementales est, par la communication d'informations vérifiables, exactes et qui ne soient pas de nature à induire en erreur sur les aspects environnementaux des produits, d'encourager et de satisfaire la demande pour les produits qui génèrent moins d'impacts sur l'environnement et, de ce fait, de stimuler le potentiel pour une amélioration continue de l'environnement guidée par le marché. »

Les objectifs des déclarations environnementales de type III consistent à :

- fournir des informations fondées sur l'ACV et des informations additionnelles relatives aux aspects environnementaux des produits ;
- aider les acheteurs et les utilisateurs à procéder à des comparaisons fondées entre produits (ces déclarations ne sont pas en tant que telles des affirmations comparatives) ;
- encourager l'amélioration des performances en matière d'environnement ;
- fournir des informations pour analyser les aspects environnementaux des produits tout au long de leur cycle de vie.

Rappel : Tous les étiquetages environnementaux, dont font partie les déclarations environnementales de type III doivent être en conformité avec les principes généraux énoncés par la norme NF EN ISO 14020 "Etiquetage environnemental – Principes généraux".

2.2 Champ d'application

Le présent programme s'applique aux produits de construction tels que définis dans les normes AFNOR NF EN 15804+A2 et NF EN15804+A2/CN. Il a pour objet la vérification et la publication d'une déclaration environnementale et sanitaire soumise à l'opérateur du programme par un déclarant (voir définitions ci-dessous).

Le respect des règles constituées par ce document et toutes ses annexes est obligatoire dans le cadre de l'adhésion au programme INIES.

2.3 La gouvernance du programme INIES et les relations avec ses parties prenantes

2.3.1 Le comité de pilotage

Le COPIL, pour le bon fonctionnement du programme, s'assure de l'implication des parties prenantes.

Le COPIL définit la politique générale en matière de contenu du programme de vérification INIES en veillant :

- à l'éthique et à la déontologie de fonctionnement du programme,
- au maintien de la conformité du programme vis-à-vis des évolutions des différents textes réglementaires et normatifs relatifs aux déclarations environnementales et sanitaires,
- au développement des procédures nécessaires pour la vérification de toutes les données utiles à l'évaluation de la performance environnementale et sanitaire des bâtiments,
- à l'insertion du programme dans les réseaux européens voire internationaux.

en approuvant :

- les actions de communication,
- toute modification à apporter au fonctionnement du programme et au règlement du programme INIES.

Dans le cadre de ses missions, le COPIL peut saisir les instances de la Base INIES ou les pouvoirs publics autant que de besoin.

Les questions techniques relatives au programme INIES sont traitées par le Comité Technique (CTIB) qui rend ses avis au COPIL.

L'Alliance HQE-GBC assure la présidence et le secrétariat du COPIL.

Le COPIL se réunit autant que de besoin, et au moins quatre fois par an.

Pour remplir sa mission :

- Le COPIL peut demander la réunion du CTIB en tant que de besoin.
- Le COPIL peut également être saisi par le CTIB pour fournir des arbitrages ou décisions circonstanciées.
- Le COPIL peut s'adjoindre les conseils de personnalités qualifiées pour obtenir des avis objectifs et circonstanciés dès lors que des problèmes méthodologiques, de connaissances scientifiques ou déontologiques se poseront.

Afin d'alléger les ordres du jour des réunions plénières et faciliter les délibérations, le COPIL peut créer des GT consacrés à des sujets spécifiques. La participation des membres du COPIL aux GT est volontaire. Le secrétaire du COPIL s'assure que tous les membres qui le souhaitent puissent participer aux GT. Il assure le secrétariat des GT. Les GT ne sont pas décisionnaires, ils soumettent des propositions au COPIL.

Les membres du COPIL sont soumis à la confidentialité.



2.3.2 Les déclarants

Les déclarants désignent les émetteurs de déclarations environnementales et sanitaires des produits de construction (FDES, Configurateurs de FDES ou ICV). Cela peut être des industriels, des syndicats, des fédérations regroupant des metteurs sur le marché de produits de construction et de décoration.

2.3.3 L'opérateur du programme INIES

L'Alliance HQE-GBC est l'opérateur du programme INIES. L'opérateur du programme est responsable du conventionnement avec l'Etat et de la bonne exécution de cette convention.

L'opérateur du programme s'assure de la mise en œuvre des exigences de l'arrêté du 14 décembre 2021 relatif à la vérification par tierce partie indépendante des déclarations environnementales des produits destinés à un usage dans les ouvrages de bâtiment et des déclarations environnementales des produits utilisées pour le calcul de la performance environnementale des bâtiments

En tant qu'opérateur, l'Alliance HQE-GBC s'assure de la bonne exécution des missions qu'il a déléguées au gestionnaire du système d'habilitation des vérificateurs. Elle est également responsable de la protection des logos reconnaissant l'enregistrement au Programme (FDES vérifiée INIES, ICV vérifié INIES, ...) et préside le COPIL du programme INIES.

2.3.4 Le gestionnaire du système d'habilitation des vérificateurs

AFNOR a reçu délégation de l'opérateur du programme INIES pour assurer la gestion du système d'habilitation des vérificateurs (habilitation initiale et renouvellements). Le gestionnaire reçoit les candidatures à l'habilitation (initiale ou renouvellement) et valide leur recevabilité. Le gestionnaire organise les sessions du jury d'habilitation. Il convoque le jury et les candidats. Le gestionnaire organise aussi l'audit par les pairs prévu pour le renouvellement des habilitations. Il transmet les décisions du jury au COPIL. Le gestionnaire collecte également les rapports annuels d'activité des vérificateurs et les transmet à l'opérateur du programme. L'habilitation des vérificateurs est décrite plus en détail au chapitre 6 du présent document.

Le gestionnaire du système d'habilitation s'assure de la mise en œuvre des exigences relatives à la validation des compétences des vérificateurs précisées par l'arrêté du 14 décembre 2021 relatif à la vérification par tierce partie indépendante des déclarations environnementales des produits destinés à un usage dans les ouvrages de bâtiment et des déclarations environnementales des produits utilisées pour le calcul de la performance environnementale des bâtiments

Le gestionnaire du système d'habilitation est garant de l'impartialité et de l'indépendance de son processus de reconnaissance d'aptitude. Il s'assure également de la confidentialité des informations recueillies, des non-conflits d'intérêt et de la bonne gestion des réclamations.

2.3.5 Les vérificateurs

Le vérificateur est la tierce partie indépendante prévue par l'article R171-18 du code de la construction et de l'habitation pour réaliser la vérification réglementaire obligatoire d'une déclaration environnementale. Les vérificateurs sont habilités dans le cadre du programme INIES par le COPIL sur proposition du jury réuni par le gestionnaire du système d'habilitation (voir 2.3.4 et chapitre 6).



La norme NF EN ISO 14025 définit le rôle et la responsabilité du vérificateur. Ce rôle est complété par diverses informations contenues dans la norme NF EN 15804+A2.

- NF EN ISO 14025 : articles 3.8 / 3.9 / 5.7 / 8 / 9.4
- NF EN 15804+A2 : article 9

Pour les besoins du bon fonctionnement du programme, la liste à jour des vérificateurs habilités est disponible sur le site INIES (www.inies.fr).

2.3.6 Groupe consultatif des vérificateurs

Tous les vérificateurs habilités par le programme INIES sont membres du groupe consultatif des vérificateurs (GCV). Le rôle de ce groupe est de formuler des avis d'experts. Ils peuvent porter sur l'interprétation des textes normatifs ou des règles du programme, sur la révision des règles du programme, son fonctionnement, etc...

Le GCV tient sa légitimité dans l'expertise technique de ses membres. Ainsi les avis, commentaires et propositions qu'il formulera, seront principalement guidés par la lecture technique des exigences relatives à l'évaluation environnementale des produits de construction en se détachant des problématiques purement individuelles.

Les avis, commentaires et propositions formulés par le GCV n'ont qu'une valeur consultative et ne se substituent ni à la réglementation, ni aux règles du programme. Ils seront diffusés entre les instances et les vérificateurs, et n'ont pas vocation à être publiés en tant que tels mais pourront servir de base pour les évolutions du programme INIES, après acceptation par le COPIL.

Le GCV est un des points d'entrée pour les instances du programme pour consulter les vérificateurs sur des sujets définis. Le GC pourra également identifier des sujets à traiter de façon spontanée.

Le GCV est animé et réuni par le secrétaire du COPIL. Le GCV peut nommer parmi ses membres plusieurs vérificateurs pour assurer le secrétariat du GCV et faire le lien avec les instances du programme.

Afin d'optimiser le temps des membres du GCV, les consultations se font essentiellement par correspondance (utilisation d'un comité électronique ou autre). Toutefois, en fonction des besoins, des réunions de concertation hébergées par les instances du programme peuvent avoir lieu pour traiter de sujets nécessitant une forte interaction entre les membres du GCV. Le GCV se réunira au moins une fois par an. La participation aux réunions du GCV n'est pas obligatoire.

La réunion annuelle des vérificateurs déjà existante permettra d'établir le bilan annuel du GCV. Une synthèse annuelle pourra être rédigée à cette occasion. Cette réunion annuelle des vérificateurs reste obligatoire.

2.4 Liens du programme INIES avec la base INIES

Chaque déclarant du programme INIES doit enregistrer ses déclarations (FDES), ses inventaires du cycle de vie (ICV) ou ses configureurs dans la Base INIES (voir chapitres 3 et 7 notamment).

L'opérateur du Programme INIES est membre de droit du Conseil de Surveillance de la Base INIES (CSIB).

2.5 Conformité du programme à la norme NF EN ISO 14025

Le programme INIES, concernant les produits de la construction, s'appuie sur les procédures générales décrites dans les normes NF EN ISO 14025, NF EN 15804 et NF EN15804+A2/CN.

Par ailleurs, par rapport aux spécifications générales de la norme NF EN ISO 14025, il est précisé que :

- la consultation des parties intéressées prévue par la norme NF EN ISO 14025 concernant le développement des règles relatives aux catégories de produits [PCR] est réputée effectuée puisqu'elles ont fait l'objet d'une enquête publique répondant aux exigences du décret de 2009¹ sur la normalisation ;
- la commission de normalisation AFNOR/P01E « Développement durable dans la construction » est en charge des travaux sur la norme NF EN 15804. Elle regroupe des fédérations et syndicats professionnels, laboratoires, centres techniques, organisations de consommateurs, administrations, fabricants, etc. ;
- les déclarations environnementales et sanitaires sont actuellement principalement destinées aux professionnels comme le précisent les normes NF EN 15804 et NF EN15804+A2/CN, ce qui n'exclut pas que le grand public puisse s'y intéresser et les consulter ;
- dans le cas de déclaration destinée au grand public, la norme NF EN ISO 14025 article 9.4 requiert une vérification par tierce partie indépendante dont la compétence a été établie. La vérification indépendante qu'implique l'adhésion au présent programme est réputée satisfaire cette exigence ;
- le présent programme fait l'objet de révisions régulières pour intégrer les évolutions normatives des normes NF EN 15804 et NF EN15804+A2/CN. En 2018, les ICV et les configureurs de produits ont été intégrés dans le présent document.

¹ Décret n° 2009-697 du 16 juin 2009 relatif à la normalisation



3. DONNEES ADMISSIBLES AU PROGRAMME INIES

3.1 Fiches de Déclaration Environnementale et Sanitaire (FDES)

Il n'existe aucune restriction géographique pour ce programme. Mais les FDES des produits de construction doivent respecter les conditions d'admission qui précisent que les déclarations doivent respecter le format de la norme NF EN 15804+A2 et du complément national NF EN15804+A2/CN ainsi que les réglementations françaises :

- Sur les déclarations environnementales
 - Décret n° 2021-1674 du 16 décembre 2021 relatif à la déclaration environnementale de produits de construction et de décoration ainsi que des équipements électriques, électroniques et de génie climatique
 - Arrêté du 14 décembre 2021 relatif à la déclaration environnementale des produits destinés à un usage dans les ouvrages de bâtiment et à la déclaration environnementale des produits utilisée pour le calcul de la performance environnementale des bâtiments
 - Arrêté du 20 octobre 2022 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2021 relatif à la déclaration environnementale des produits destinés à un usage dans les ouvrages de bâtiment et à la déclaration environnementale des produits utilisée pour le calcul de la performance environnementale des bâtiments
- Celles sur les émissions de COV pour les produits concernés : Décret N° 2011-321 et Arrêté du 19 avril 2011 relatif à l'étiquetage des produits de construction ou de revêtement de mur ou de sol et des peintures et vernis sur leurs émissions de polluants volatils et arrêté du 20 Février 2012 modifiant l'arrêté du 19 Avril 2011),
- Ainsi que celle sur la vérification par tierce partie indépendante : Arrêté du 14 décembre 2021 relatif à la vérification par tierce partie indépendante des déclarations environnementales des produits destinés à un usage dans les ouvrages de bâtiment et des déclarations environnementales des produits utilisées pour le calcul de la performance environnementale des bâtiments

Une FDES est une déclaration environnementale du berceau à la tombe au sens de la norme NF EN15804+A2, elle porte donc sur le cycle de vie complet (modules A à C de cette norme) et contient un module D.

Les déclarants peuvent réaliser des FDES individuelles ou collectives en interne ou en externe.

La FDES, devant pouvoir être lue par les utilisateurs sur le marché français, doit être en français. De plus, l'enregistrement au Programme INIES ne prend en charge aucune traduction des FDES.

Le modèle de fiche donné dans la norme NF EN15804+A2/CN est retenu dans le cadre de ce programme (voir Annexe B). Ce modèle doit obligatoirement être utilisé. La déclaration peut utiliser une charte graphique propre aux déclarants sauf pour les logos et marques INIES. La procédure de dépôt des FDES dans la Base INIES est expliquée dans le chapitre 7.

3.2 Configurateurs et déclarations paramétrables

Les déclarations paramétrables au sens de la réglementation citée au §1 et les configurateurs (outils permettant de générer et paramétrer les déclarations paramétrables) doivent être vérifiés et enregistrés au programme INIES en suivant les règles de l'annexe N.

3.3 Modules d'Informations sur le cycle de vie (ICV)

Dans le cadre du programme INIES, un module d'informations sur le cycle de vie (ICV) désigne un jeu de données contenant les valeurs des indicateurs de performance environnementale de la norme EN15804 calculés uniquement pour les étapes A1-A3 du cycle de vie. Un ICV n'est donc pas une déclaration environnementale conforme à la réglementation puisqu'il ne contient pas l'ensemble des informations requises.

Un ICV peut être enregistré au programme INIES et publié sur la base INIES pour un produit donné :

- s'il existe également une FDES publiée dans la base INIES servant à justifier une allégation environnementale sur ce produit (voir note ci-dessous),
- ou si ce produit ne fait l'objet d'aucune allégation environnementale (attestation sur l'honneur du déclarant)
- ou si ce produit n'est pas un produit de construction ou de décoration au sens de la réglementation sur la déclaration environnementale de produits de construction et de décoration et son ICV peut être utilisé pour réaliser la FDES d'un produit de construction.

L'ICV ne pourra pas être utilisé pour justifier les performances environnementales du produit dans le cadre de la RE2020. L'ICV pourra être communiqué à des tiers pour réaliser des déclarations environnementales conformes à la réglementation sur les déclarations environnementales des produits de construction et de décoration.

Note : Pour un produit de construction A remplissant les deux premières conditions d'exemption du §5.2 de la norme NF EN15804+A2, il sera possible d'utiliser la FDES d'un produit B, utilisant le produit A dans sa composition (et utilisant l'ICV de A comme donnée source pour le calcul de la déclaration environnementale du produit B), comme FDES pour justifier une allégation environnementale sur le produit A. Le déclarant du produit B devra donner son accord au déclarant de l'ICV du produit A.

3.4 Acceptation des « Product Category Rules » ou règles de catégorie de produit

Les « Product Category Rules » (PCR) (en français règles de catégorie de produit – RCP) applicables à ce programme sont les normes NF EN 15804+A2 et NF EN15804+A2/CN. Ces règles sont applicables pour l'ensemble des produits de construction et de décoration.

Le caractère normatif des normes NF EN 15804+A2 et NF EN15804+A2/CN permet de répondre aux exigences générales de la NF EN ISO 14025 concernant les procédures pour PCR et développement des PCR.

Des règles plus spécifiques à certaines familles de produit (aussi appelées PCR) ont été publiées sous forme de normes. Ces règles peuvent être considérées comme partie intégrante des PCR du programme INIES si elles sont conformes aux normes NF EN15804+A2 et NF EN15804+A2/CN et compatibles avec la réglementation française.

Enfin, l'annexe J de ce règlement comprend des précisions méthodologiques spécifiques au programme INIES. L'annexe J fait partie intégrante des PCR applicables dans le cadre du programme INIES.



3.5 Exigences générales portant sur les informations contenues dans une FDES ou un ICV

La clarté, la transparence et la justification des informations contenues dans une FDES ou un ICV sont des exigences fortes du programme INIES. L'ensemble des informations contenues dans une FDES ou un ICV doivent être justifiées ou objectivées par le contenu :

- du document lui-même,
- du rapport d'accompagnement du document (accessible au vérificateur et aux autorités de contrôle du marché),
- de la documentation publique relative aux produits couverts par la FDES ou l'ICV,
- de la documentation exigée par le vérificateur lors du processus de vérification (accessible au vérificateur et aux autorités de contrôle du marché)
- de tout autre document qu'exigeraient les autorités de contrôle du marché.

En outre, une FDES ou un ICV ne doivent pas contenir de jugements de valeur et la rédaction des informations doit rester la plus neutre, objective et factuelle possible.



4. CONFIDENTIALITE DES DONNEES

4.1 Déclarations

Les déclarations sont fournies de façon volontaire par un déclarant qui, sous sa responsabilité, les soumet à la procédure d'admission et d'enregistrement. Cette procédure qui est régulièrement actualisée par la gouvernance du programme INIES est le moyen privilégié utilisé pour améliorer la qualité des informations fournies et leur adéquation au contexte.

Ces informations sont propriétés du déclarant qui les met gratuitement à la disposition de la Base INIES dans les conditions prévues ci-dessous.

Le déclarant accepte que ces informations fassent l'objet :

- d'une mise à disposition à des tiers dans le cadre d'une consultation gratuite sur le site de la base INIES (<http://www.inies.fr>) ;
- d'une utilisation dans le cadre de fonctionnalités payantes de type webservice ou services équivalents, à destination de tiers (des éditeurs de logiciels par exemple) dûment approuvée par le Conseil de Surveillance de la Base INIES (CSIB). Les recettes résultant de ces accès payants sont exclusivement affectées au fonctionnement et au développement de la Base INIES.

Tout projet de commercialisation des données, autre que ceux visés dans cet article, est soumis à l'accord préalable des déclarants.

Les conditions d'usage des informations par les différents utilisateurs et les modalités de contrôle de l'usage des données seront définies par le Conseil de Surveillance (CSIB) sur avis du Comité Technique de la Base INIES (CTIB).

Le déclarant est également responsable de la transmission à l'administrateur de la base de données des éléments mis à jour.

Si le déclarant décide de retirer les informations mises à disposition, il en fait la demande auprès de l'administrateur de la Base de données ainsi qu'à l'opérateur du Programme. Les informations concernées sont dans ce cas retirées de la zone accessible au public. Elles sont toutefois conservées au sein de la base pendant un délai maximum de 5 ans dans un souci de traçabilité sur le contenu de la base. Le CSIB et le CTIB peuvent disposer d'accès à cette partie non publique de la Base sur demande auprès de l'Alliance HQE-GBC, propriétaire de la base.

4.2 Autres documents

D'autres documents peuvent être mis dans l'espace déclaration avec une FDES associée :

- Obligatoire et public : l'attestation de vérification
- Obligatoire et non rendu public : le rapport de vérification
- Optionnel et public : images du produit, autres documents consultatifs (ex : EPD initiale)
- Optionnel ou obligatoire (dans certains cas, voir chapitre 8) et non rendu public : justificatifs de performance, justificatifs divers



5. PROCESSUS DU PROGRAMME INIES

5.1 Généralités

La norme NF EN ISO 14025 demande que l'opérateur d'un programme de déclarations environnementales de type III établisse des procédures transparentes pour les vérifications indépendantes.

Ce paragraphe propose une procédure pour la vérification des déclarations environnementales et sanitaires proprement dites et des documents supports de ces déclarations, en particulier les analyses du cycle de vie.

Pour le contrat relatif à l'application de la procédure de vérification (ou le devis associé à la prestation), le programme INIES ne fournit aucun modèle, mais donne des recommandations sur le contenu.

Pour garantir l'indépendance de la procédure de vérification, les règles du programme INIES précisent que le contrat doit contenir :

- les éléments sur la durée et les coûts de la procédure de vérification ;
- les éléments portant sur les conditions de paiement qui doivent préciser que le vérificateur doit être payé même si le résultat du processus de vérification est négatif (données non fournies au vérificateur ou non prise en compte des remarques du vérificateur).

La « check-list » commune à tous les membres d'Eco Platform (voir annexe E)) sert de base à la procédure de vérification.

La sous-traitance de la vérification de la FDES par le réalisateur de la FDES est formellement interdite. Le contrat de vérification doit être obligatoirement établi entre le déclarant et le vérificateur.

Il est admis qu'un vérificateur peut sous-traiter ou co-traiter une partie de la vérification. Dans ce cas, les deux vérificateurs sont mentionnés dans le rapport de vérification, dans l'attestation de vérification et dans la FDES.

5.2 La vérification : principes et contenu requis

La vérification doit permettre de renforcer la crédibilité du travail accompli par l'émetteur de la déclaration. Elle n'a pas pour objet de reproduire l'ensemble des analyses ni de se confondre avec une mission de consultant et de conseil. Elle est essentiellement de nature documentaire : il s'agit de vérifier que les informations fournies sont justifiées de manière pertinente et adaptée.

5.3 Confidentialité et mise à disposition des informations

Après accord de confidentialité, le demandeur qui fournit la déclaration doit mettre à disposition du vérificateur le rapport d'accompagnement en langue française prévu à l'article 8 de la norme NF EN 15804. Il pourra être amené à fournir, sur requête du vérificateur, d'autres documents justificatifs. Si le vérificateur l'accepte, le rapport d'accompagnement peut être dans une autre langue qu'il maîtrise (en anglais en général).

Le rapport de vérification peut être soit en anglais, soit en français. Toutefois, si le rapport de vérification est en anglais, sa synthèse et sa conclusion doivent être aussi traduites en français.

5.4 Points de vérification

Les points que le vérificateur doit examiner sont classés ci-dessous :



- Vérification de conformité formelle aux exigences des normes :
 - Inventaire
 - Evaluation des impacts
 - Caractéristiques sanitaires
- Vérification de la validité technique et scientifique,
- Vérification des aspects de communication (voir exigences des normes de la série NF ISO 14020).

La "check-list" (voir annexe E) liste les exigences minimales à vérifier par le vérificateur. Cette liste n'est pas exhaustive, mais le vérificateur doit justifier, dans le rapport de vérification (Modèle en Annexe D), que tous les points de la check-list ont été contrôlés au cours du processus de vérification. Le recours à cette check-list est le socle des processus de reconnaissance mutuelle entre les programmes de déclarations membres d'Eco-platform.

Il appartient au vérificateur de poser des questions précises, factuelles favorisant un échange le plus éclairé possible avec le commanditaire de la vérification.

Le réalisateur et/ou le commanditaire répond par écrit aux questions posées par le vérificateur sur :

- les erreurs minimales ou oublis ;
- les réponses ayant nécessité une enquête plus approfondie sur les sources de données, la justification des hypothèses ou des calculs, etc.

Ces réponses et commentaires peuvent être jugés acceptables, compte tenu de leur contexte, par le vérificateur ou amener le vérificateur à poser des questions écrites au réalisateur et au commanditaire.

5.5 Conclusions de la vérification

Le vérificateur regroupe dans son rapport de vérification :

- ses conclusions sur les réponses apportées aux questions posées ;
- la mise en évidence des points sensibles, qui ne doivent pas toutefois être de nature à remettre en cause une conclusion positive de la vérification, mais qui devront être améliorés lors de la révision de la FDES, du configurateur ou de l'ICV ;
- sa conclusion générale d'acceptation ou de refus sanctionnée par l'attestation de vérification (cette dernière étant jointe à la déclaration visée).

S'il le souhaite le vérificateur peut assurer dans son rapport de vérification une traçabilité exhaustive des questions posées par le vérificateur et réponses formulées par le déclarant.

Le rapport de vérification doit pouvoir être diffusé aux vérificateurs sollicités pour un audit dans le cadre du renouvellement d'une habilitation. Le déclarant peut alors escamoter les informations confidentielles contenues dans le rapport de vérification.

5.6 Réclamations et sanctions

Toute organisation ou toute personne peut soumettre des questions, des commentaires ou des réclamations à l'opérateur du programme INIES sur :

- le programme INIES
- une FDES
- un configurateur



- un ICV
- le résultat d'un examen d'habilitation
- le résultat d'une vérification
- l'utilisation abusive des logos « FDES Vérifiée INIES » et « ICV vérifié INIES »

Pour ce faire, les questions, commentaires et réclamations peuvent être transmis à l'opérateur du programme :

- à l'adresse mail : inies@hqeabc.org
- via le [site web de la base INIES](#) (rubrique contacts)

5.6.1 Questions posées à l'opérateur du programme INIES

Lorsque l'opérateur du programme INIES reçoit des questions, il y répond dans le respect des décisions prises par le COPIL. Lorsqu'il ne sait pas répondre à une question ou s'il ne sait pas si la réponse est conforme aux décisions du COPIL, il les transmet au COPIL. Le COPIL peut, le cas échéant, solliciter le CTIB pour avis ou dans le cas où les questions relèvent de la réglementation, la DHUP. Les réponses, actées par le COPIL, sont ensuite adressées aux personnes concernées, par l'opérateur du programme INIES.

Pour répondre à un litige éventuel, résoudre une question posée par une partie intéressée ou proposer une harmonisation des procédures de vérification, le COPIL peut solliciter le groupe des vérificateurs pour avis ou constituer un comité ad hoc qui pourra s'appuyer notamment sur les compétences des organismes membres de la Commission de Normalisation AFNOR/P01E. Les décisions feront l'objet d'une gestion et d'une publication officielle sur le site INIES notamment lors de mises à jour de ce règlement.

5.6.2 Réclamations – surveillance de marché

Toute réclamation doit être transmise à l'opérateur du programme INIES à l'adresse électronique suivante : inies@hqeabc.org. La confidentialité de la personne morale ou physique portant la réclamation est garantie.

L'opérateur du programme INIES doit enregistrer et traiter toutes les réclamations. Il évalue leur recevabilité dans les limites de ses compétences et il peut demander l'aide du COPIL pour évaluer leur recevabilité.

Présomptions d'anomalies

Les réclamations portant sur le contenu d'une FDES, d'un ICV ou d'un configurateur vérifié sont appelées « présomptions d'anomalie ». Sauf circonstances exceptionnelles, l'opérateur du programme instruit une présomption d'anomalie dans un délai d'un mois à compter de sa réception.

Cette instruction consiste :

- à évaluer la recevabilité et l'importance de l'anomalie présumée. L'anomalie est classée faible, moyenne ou importante. Une anomalie est jugée importante si elle influence le résultat du calcul d'indicateurs soumis à des exigences réglementaires ou si elle crée potentiellement une distorsion de concurrence significative,
- à transmettre toute présomption d'anomalie jugée recevable au déclarant et au vérificateur concerné.



A défaut d'un autre délai exigé par l'opérateur de programme, le déclarant doit rendre à l'opérateur du programme une réponse justifiée sous 30 jours et soumettre un calendrier de correction de toute anomalie avérée. L'opérateur du programme INIES (avec décision du COPIL si nécessaire) statue sur les réponses apportées. Il peut le cas échéant demander des actions correctives au déclarant et valider le calendrier de correction proposé. Si les décisions de l'opérateur du programme INIES ou du comité de pilotage ne sont pas appliquées ou la réponse attendue n'est pas satisfaisante, le COPIL peut décider l'application d'une sanction : archivage ou retrait pour la FDES ; avertissement, suspension ou retrait pour le vérificateur.

En cas d'anomalie avérée importante, l'opérateur du programme peut décider le retrait préventif de la FDES ou de l'ICV de la base INIES.

Dans le cadre de ses engagements de qualité avec la base INIES, l'opérateur du programme s'assure de la résolution de toutes les anomalies avérées (instruction et correction) dans un délai de 6 mois à compter de la réception de la présomption d'anomalie.

Depuis le 1er janvier 2019, un robot, géré par l'administrateur de la base INIES, a été mis en place. Il intervient pendant la phase d'admission. Il détecte les valeurs anormalement basses ou élevées (ainsi que les 0 et les valeurs négatives) et effectue un calcul de cohérence entre les valeurs par phase du cycle de vie et le total. Il génère des présomptions d'anomalies qui peuvent être corrigées pendant la phase d'admission. Ces présomptions d'anomalie sont gérées par l'administrateur de la base INIES en coordination avec l'opérateur du programme.

5.7 Coût d'enregistrement au programme INIES

L'ensemble des renseignements concernant le coût d'enregistrement au programme INIES est fourni en annexe A.

5.8 Identification du programme INIES

Les déclarants de FDES vérifiées ou ICV vérifiés par le programme INIES ont le droit d'utilisation du logo selon les modalités définies en **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**



La reconnaissance de la conformité d'une FDES avec les règles d'ECO PLATFORM se traduit par la possibilité d'apposer les logos « ECO PLATFORM - EPD verified » sur les FDES de façon optionnelle.

Les logos Eco Platform à utiliser sont les suivants, ils sont disponibles auprès du secrétariat du COPIL.



Le règlement d'usage de ces logos est disponible auprès d'ecoplatform : <https://www.eco-platform.org/home.html>

5.9 Récapitulatif de la procédure de vérification des configurateurs

Voir annexe N.

5.10 Période de validité et mise à jour des Déclarations (FDES, ICV, ...)

Le début de la période de validité des FDES et des ICV correspond à la date de vérification mentionnée dans l'attestation de vérification.

La date de fin de validité est le 31 décembre de l'année de vérification plus 5 ans. Par exemple, une déclaration vérifiée en 2018 est valide jusqu'au 31 décembre 2023.

Pendant cette période de validité, les déclarations peuvent subir des mises à jour, certaines peuvent modifier la période de validité (voir ci-après).

Il existe deux types de mise à jour des données :

- mise à jour mineure,
- mise à jour majeure.

Le tableau du §5.10.3 récapitule les différents types de mise à jour.

5.10.1 Mise à jour mineure

Le programme considère une mise à jour comme mineure aussi longtemps que ni la définition de l'UF, ni aucune valeur des indicateurs du tableau de résultats ne sont modifiés. Cela concerne principalement des modifications éditoriales (erreur de frappe, correction de fautes d'orthographe, adresse postale, illustrations, dénomination, etc.). Le produit n'est pas modifié. La date de validité de la FDES n'est pas changée. Les erreurs de numérisation du fichier PDF dans la base INIES sont considérées comme des mises à jour mineures.

Le dépôt du document modifié auprès du programme INIES ne fait pas l'objet d'une vérification par un vérificateur habilité par le programme. Aucun vérificateur n'étant impliqué, la responsabilité du déclarant est totale sur la réalité du caractère mineur de sa mise à jour. Dans un but de traçabilité, le déclarant doit produire et enregistrer sur la base INIES (dans la partie "commentaire") un descriptif des modifications apportées.

5.10.2 Mise à jour majeure

Le vérificateur doit être sollicité pour valider les modifications. Dans le cas d'une modification majeure, la version de la FDES est modifiée. On considère notamment une mise à jour comme majeure si une ou plusieurs valeurs des indicateurs du tableau de résultats est/sont modifiée(s).

Les exemples de mises à jour suivants sont des mises à jour majeures :

- Révision quinquennale pour laquelle on repart sur une nouvelle période de 5 ans (avec vérification comprenant un contrôle sur l'âge des données prises en compte dans l'actualisation) ;
- Mise à jour importante (qui modifie la valeur des indicateurs) en cours de période de validité :
 - Cette mise à jour est réalisée avec vérification mais sans changement de la date de validité de la FDES, avec un numéro qui trace cette révision et donc sans coût d'enregistrement. Le déclarant devra enregistrer de nouveau la FDES à l'issue de la période initiale de validité et la mettre à jour de nouveau comme pour une révision quinquennale.
 - S'il y a mise à jour de l'ensemble des données, le déclarant doit pouvoir choisir entre repartir sur un cycle de 5 ans en réenregistrant sa FDES ou poursuivre sa période initiale et au bout de cette période, se retrouver dans l'obligation de révision quinquennale.

Si la mise à jour concerne une nouvelle appellation du produit, il s'agit d'une mise à jour mineure.

Toute modification d'un indicateur de $\pm 10\%$ est une modification majeure.

Toute modification portant sur les produits (références commerciales couvertes, lieu de fabrication, etc.) doit être révérifiée.

La mise à jour d'une FDES entraînant la modification de son "millésime" doit être justifiée au sens des exigences de la norme NF EN 15804+A2 et notamment sur l'âge des données utilisées et de la validité des scénarios déclarés.

5.10.3 Récapitulatif

Type de mise à jour	Conditions	Besoin vérification	Numéro d'enregistrement	Date de fin de validité
Mineure	Modifications éditoriales, les produits et sites couverts sont inchangés, les données et scénarios sont inchangés, les indicateurs sont inchangés (exemple : changement du nom du produit sans changement de fabrication, changement du nom du fabricant ou de la marque, de l'adresse, changement de la photo, du logo...)	Non	Inchangé	Inchangée
Majeure incomplète	Ajout d'une référence/gamme ou Ajout d'un site de fabrication ou Ajout d'un fabricant pour FDES collectives basées sur un nombre fini de membres ou Modification des données ou méthodes résultant en une modification de l'ICV ou des indicateurs ou Modification des performances déclarées pour les produits + la mise à jour n'est <u>pas suffisamment complète</u> pour justifier d'une nouvelle période de 5 ans	Oui (attestation de conformité mise à jour uniquement)	Modifié (ajout R1 par exemple)	Inchangée
Majeure complète	Ajout d'une référence/gamme ou Ajout d'un site de fabrication ou Ajout d'un fabricant pour FDES collectives basées sur un nombre fini de membres ou Modification des données ou méthodes résultant en une modification de l'ICV ou des indicateurs ou Modification des performances déclarées pour les produits + la mise à jour est <u>suffisamment complète</u> pour justifier d'une nouvelle période de 5 ans	Oui (nouvelle attestation de conformité)	Nouveau	Nouvelle

5.11 Rétroactivité de l'application des règles du programme

Certaines règles du programme adoptées par le COPIL s'appliquent non seulement aux nouvelles déclarations environnementales mais aussi aux déclarations déjà vérifiées et enregistrées. Elles sont d'application rétroactives. Par mesure d'équité, toutes les déclarations doivent alors se mettre en conformité avec les nouvelles règles. Lorsque le COPIL décide l'application de ce type de règles, il fournit un délai de mise à jour pour les FDES déjà vérifiées et enregistrées. Ce délai ne peut être inférieur à 3 mois. Si la règle ne comporte pas de mention sur la rétroactivité alors par défaut elle ne s'applique qu'aux nouvelles déclarations.

Lorsque les nouvelles règles impactent les résultats de l'ACV et les valeurs des indicateurs et paramètres environnementaux, la mise en conformité peut être réalisée de deux manières :



- Mise à jour de la déclaration en utilisant les nouvelles règles
- Soumission d'un justificatif démontrant que les nouvelles règles :
 - o ne changent pas les valeurs précitées de plus de 10% (respect des principes de l'article R171-17 alinéa 16 du Code de la Construction et de l'Habitation)
 - o ou sont plus favorables que les règles utilisées actuellement dans la déclaration (le déclarant accepte alors de se pénaliser en ne mettant pas à jour sa déclaration).

6. PROCEDURE D'HABILITATION DES VERIFICATEURS

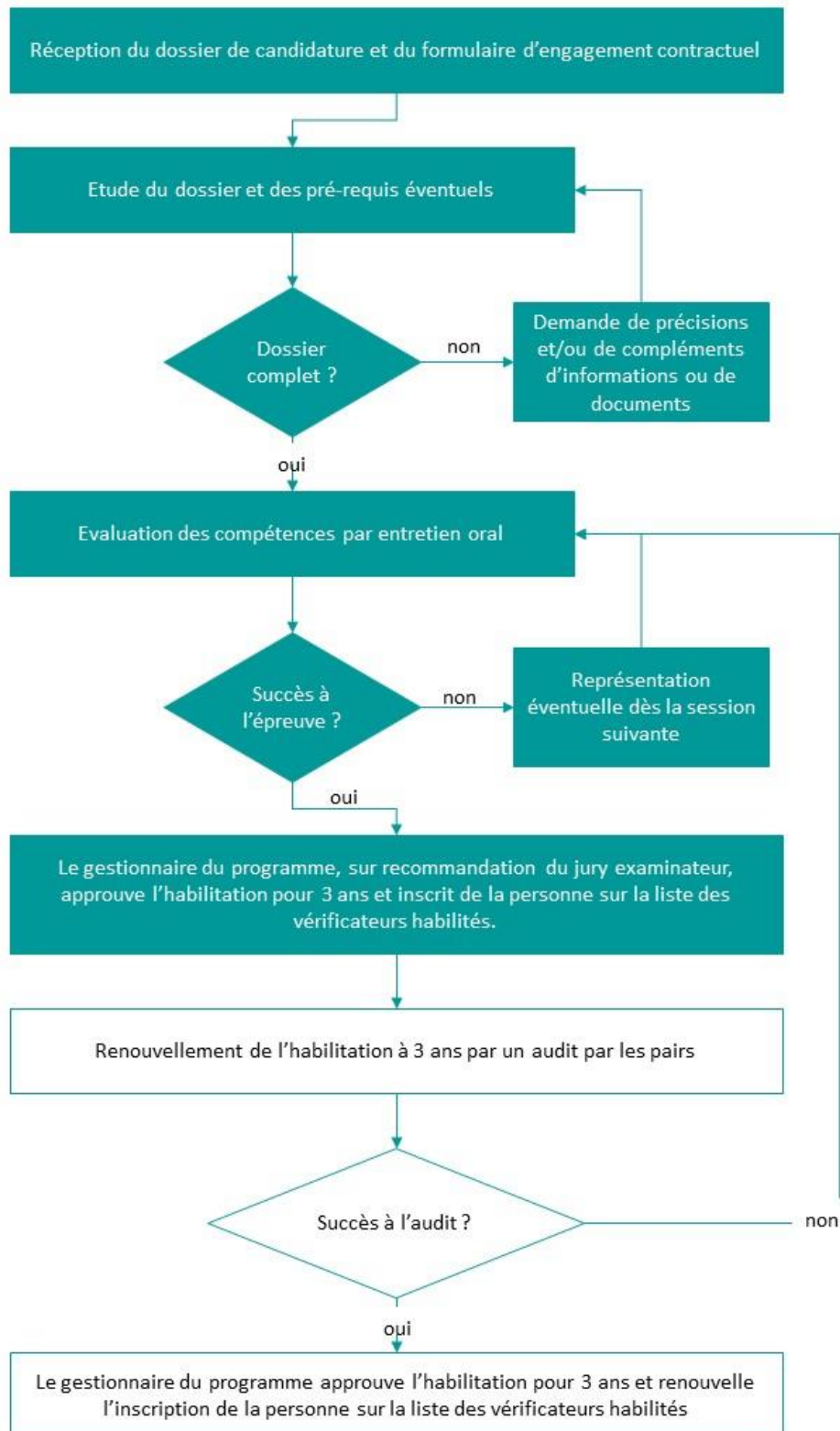
Le rôle des vérificateurs habilités consiste à vérifier, selon les procédures prévues par le Programme INIES, la conformité des FDES aux normes NF EN 15804 et son complément national, au décret et différents arrêtés en vigueur ainsi qu'au règlement du programme de vérification.

L'habilitation des vérificateurs s'appuie sur les recommandations de la norme ISO 14025 et tient compte des meilleures pratiques professionnelles. Cette procédure vise à qualifier les compétences requises pour assurer la qualité et l'indépendance des vérifications des FDES soumises à la procédure de conformité du Programme INIES.

Pour effectuer les opérations de vérification des déclarations environnementales et sanitaires, les vérificateurs doivent pouvoir justifier de leurs compétences conformément au système d'habilitation dédié (référence publique), réputé conforme, dans son contenu, aux spécifications des normes NF EN ISO 14025, NF EN 15804 et NF EN15804+A2/CN.

Il convient de noter que l'examen d'habilitation se déroule en français. L'habilitation des vérificateurs du Programme INIES est valable pour une durée de 3 ans.

6.1 Logigramme du processus d'habilitation





6.2 Le dépôt des candidatures

Des sessions d'habilitation des vérificateurs sont organisées selon un calendrier établi annuellement avec au moins une session par an.

Il conditionne les dates d'inscription, d'admissibilité et d'admission des candidats.

Un dossier d'inscription est à la disposition des candidats qui souhaitent s'inscrire à une session d'habilitation. Ce dossier est composé des documents suivants :

- Une notice d'information générale.
- Les conditions et modalités d'inscription.
- Une fiche d'inscription.
- La liste des textes officiels à maîtriser pour l'entretien oral.
- Une liste des pièces et documents à fournir pour chaque habilitation (initiale, de renouvellement).

Ces documents sont disponibles sur le site INIES.

Le dossier est étudié par le jury pour valider les prérequis du candidat indispensables pour passer l'examen.

Note : On ne peut devenir vérificateur qu'en tant que personne physique et non en tant que personne morale.

6.2.1 Informations relatives aux critères de recevabilité pour l'habilitation initiale et au renouvellement de l'habilitation des vérificateurs

6.2.1.1 Habilitation initiale

Langue	Maîtrise du français	
Formation initiale (Cf. Note 1)	BAC ou équivalent	BAC et + (Diplôme universitaire ou formation qualifiante)
Expérience Professionnelle (Cf. Note 2)	5 ans 4 ans Expérience incluant une pratique de l'analyse du cycle de vie dans le domaine des produits de construction et ayant réalisé a minima 2 FDES disponibles sur la Base INIES (donc vérifiées) pour des familles de produits différentes (cf note 3) au cours des 2 dernières années. Les vérifications correspondantes devront avoir été réalisées par au moins deux vérificateurs distincts (Cf note 4).	
Domaine de l'environnement	2 expériences professionnelles en lien avec l'environnement.	
Secteur de la construction	Posséder une expérience de 2 ans dans le domaine de la construction et des produits de la construction.	
Connaissances spécifiques	Connaître les normes sur les déclarations environnementales (NF EN ISO 14020, NF EN ISO 14021 et NF EN ISO 14025), des normes sur les analyses du cycle de vie (NF EN14040 et suivantes) et des principes de la norme NF EN ISO 19011 applicables à une vérification indépendante. Connaître la norme NF EN 15804 (et ses amendements) et la norme NF EN15804+A2/CN pour les produits de la construction et le règlement du Programme INIES est également impératif.	



Notes explicatives

(1) Y compris les diplômes et certificats reconnus d'un niveau équivalent selon la nomenclature officielle des niveaux de formation.

(2) Les auditeurs certifiés ICAE ou ACAE prouvant une expérience dans le domaine de la construction et des FDES seront considérés comme satisfaisant ce prérequis.

(3) Concernant la notion de familles de produits, Il ne s'agit pas ici des familles au sens de la nomenclature de la base INIES. Il s'agit ici plutôt des grandes « filières » de matériaux (bois, béton, acier, terre cuite,...). A défaut, le dossier reste recevable mais le COPIL pourra limiter l'habilitation à une année probatoire pendant laquelle le candidat devra vérifier au moins une FDES d'une famille différente.

(4) A défaut, le dossier reste recevable mais le COPIL pourra limiter l'habilitation à une année probatoire pendant laquelle le candidat devra faire vérifier au moins une FDES qu'il a réalisé par un autre vérificateur. L'objectif de cette exigence est de favoriser les brassages entre réalisateurs et vérificateurs de FDES pour mieux garantir l'indépendance de la vérification.

L'examen est composé d'un entretien oral.

L'entretien oral comprend trois phases distinctes :

- une phase de préparation de l'entretien par le candidat sur un sujet (étude de cas) proposé par le jury ;
- une phase de restitution par le candidat de son sujet devant le jury ;
- une phase d'échanges libres du jury avec le candidat sous la forme d'un jeu de questions / réponses.

En cas d'échec, le candidat peut se représenter autant de fois qu'il le souhaite aux sessions organisées ultérieurement sous réserve qu'il puisse démontrer :

- le respect des exigences requises à son admissibilité ;
- la maîtrise des points sensibles identifiés lors de l'examen précédent.

6.2.1.2 Renouvellement de l'habilitation

Le renouvellement de l'habilitation à 3 ans est basé sur le suivi de l'activité de la personne habilitée dans ses fonctions de vérificateur et sur un audit par les pairs (voir **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**).

Suivi de l'activité

Pour assurer le renouvellement de son habilitation, la personne habilitée doit démontrer que, durant les 3 années de son habilitation, elle a amélioré ses compétences et ses connaissances notamment :

- en suivant des formations,
- en participant à des séminaires, congrès, colloques d'expertise,
- en participant aux réunions des vérificateurs (minimum une fois par an)
- en prouvant une activité effective en matière de vérification de FDES, de revues critiques au sens de la norme NF EN ISO 14040 ou de réalisation d'ACV,
- en ayant réalisé à minima 2 vérifications de FDES, ICV pendant les 3 dernières années.

La personne doit fournir les moyens de preuve pour justifier les actions qu'elle avance.

Elle doit formaliser un rapport d'activité reprenant l'ensemble de ces éléments et le transmettre préalablement (2 mois minimum) à la date de session auprès de l'AFNOR.



Il est également demandé aux vérificateurs de fournir un bilan d'activité des vérifications réalisées chaque année en suivant la trame demandée par le programme INIES.

Audit par les pairs

L'audit par les pairs consiste en un examen, par deux vérificateurs habilités, d'une FDES vérifiée par le vérificateur à renouveler. L'exercice a pour finalité de valider les compétences professionnelles pour la réalisation d'une vérification, d'aider le vérificateur examiné à améliorer ses aptitudes, à adopter des pratiques optimales et à se conformer à des normes et principes établis. Il s'agit d'un échange de points de vue entre deux parties qui se situent sur un pied d'égalité. Cette revue donne lieu à la rédaction de deux rapports d'audit. Si au moins l'un des deux rapports d'audit est négatif, le vérificateur doit alors repasser l'examen d'entrée devant le jury. La décision du renouvellement d'habilitation est prise par le comité de pilotage (COFIL) sur proposition du jury.

Le rapport d'audit est circulé de façon anonyme à l'audité.

Seuls les vérificateurs ayant vérifié au moins 1 FDES au cours de leur période d'habilitation peuvent participer à l'audit par les pairs. Chaque vérificateur habilité remplissant la condition précédente a l'obligation d'auditer un de ses confrères a minima deux fois entre chacun de ses renouvellements.

La sélection des auditeurs doit respecter les règles d'indépendance entre auditeurs et audité.

6.3 Composition du jury

Le jury est composé a minima de trois examinateurs :

- un représentant des déclarants,
- un représentant des utilisateurs de FDES
- un tiers expert.

Le gestionnaire du programme d'habilitation et l'opérateur du programme peuvent participer au jury. La composition du jury est préalablement établie et validée par le comité de pilotage. Le jury propose ses décisions d'admission à l'habilitation initiale ou de renouvellement. Les décisions sont entérinées par le COFIL.

6.4 Maintien des compétences – Réunion annuelle des vérificateurs

Pour contribuer au maintien des compétences des vérificateurs, des réunions sont organisées avec tous les vérificateurs habilités et les membres du COFIL qui le souhaitent pour diffuser l'information et échanger sur :

- la mise à jour des normes ;
- la mise à jour de la réglementation ;
- la modification des règles du programme ;
- l'harmonisation des procédures de vérification.

Ces réunions sont organisées aussi souvent que nécessaire sur la base minimale d'une réunion par an.



Ces réunions sont obligatoires pour l'ensemble des vérificateurs. Après 2 manquements, le vérificateur sera contraint de repasser l'examen initial s'il/elle souhaite continuer à être habilité(e).

6.5 Réclamations et sanctions

En cas de réclamation, mettant en évidence des insuffisances avérées ou un non-respect des dispositions prévues, le programme INIES prendra des dispositions proportionnées et graduées pouvant aller jusqu'à la suspension ou le retrait de l'habilitation du vérificateur INIES notamment en cas de :

- Compétences ou connaissances insuffisantes
- Vérifications insatisfaisantes
- Non-respect des obligations de mise à jour des compétences.

La même procédure que celle de la surveillance de marché expliquée dans la partie 5.6.2 du règlement sera appliquée.

7. PROCEDURES D'ENREGISTREMENT ET D'ADMISSION DANS LA BASE INIES

7.1 Déclaration environnementale

Voir annexe L.

7.2 Inventaire du cycle de vie

Voir annexe O.

7.3 Configurateur

Voir annexe N.

8. COOPERATION EUROPEENNE

8.1 Principe des reconnaissances mutuelles

Le programme INIES est un programme membre d'ECO- PLATFORM.

ECO-PLATFORM n'est pas un opérateur de programme mais une association européenne dont l'objectif est de fédérer l'ensemble des programmes européens pour faciliter la reconnaissance des déclarations environnementales EN 15804 à travers l'Europe.

Le programme INIES respecte les règles de qualité et d'harmonisation des vérifications des déclarations environnementales. Dès lors, toute vérification du programme INIES doit utiliser la checklist d'ECO PLATFORM (voir annexe E).

Être membre d'Eco Platform permet au programme INIES d'avoir une liste de vérification commune à tous les autres programmes établis. Cela permet ainsi d'organiser des reconnaissances mutuelles entre deux programmes.



Dans le cadre de cette reconnaissance mutuelle, une déclaration environnementale d'un autre programme Eco-Platform souhaitant être enregistrée dans le programme INIES, devra satisfaire les exigences du programme INIES.

Pour être admis dans le programme INIES, l'EPD doit être établie pour une unité fonctionnelle donnée (application et performance précisées) pour un produit vendu sur le marché français. Seules les EPD sur le cycle de vie complet sont acceptées dans INIES. De plus, des informations sanitaires sont requises dans le programme INIES.

Il convient aussi de s'assurer que la fin de vie et le transport sont adaptés à l'utilisation du produit sur le marché français. Ces points, ainsi que le volet sanitaire, feront l'objet d'une vérification complémentaire par un vérificateur habilité INIES.

Le vérificateur « INIES » ne pourra pas être tenu responsable d'erreurs sur la partie vérifiée par un vérificateur habilité par un autre programme membre d'Eco-Platform.

La déclaration environnementale adaptée au contexte français doit être en français. La déclaration déjà enregistrée dans un autre programme doit être jointe à cette dernière lors de l'enregistrement au Programme INIES à minima en version anglaise.

A cette date, compte tenu du passage aux normes NF EN15804+A2 et NF EN15804+A2/CN, il n'existe plus d'accord de reconnaissance mutuelle valide. Des discussions avec les différents programmes membres d'ECO PLATFORM vont être engagées pour redéfinir des accords de reconnaissance mutuelle. Chacun de ces accords précisera les règles spécifiques de reconnaissance avec le programme INIES.

Un modèle d'attestation spécifique à la reconnaissance mutuelle est disponible en annexe F2.

8.2 Traduction des FDES

Il est possible de faire traduire une FDES et de conserver le logo « FDES vérifiée » sur le document traduit. La FDES traduite doit comporter la mention (en français et dans la langue de traduction) en première page *"Cette FDES a été traduite sous la responsabilité de XXXX. Seule la version française fait foi pour la conformité à la réglementation française. Cette version traduite ne suffit pas à revendiquer la conformité à un autre programme de déclaration que le programme INIES"*. La version traduite peut être également déposée dans la base INIES dans la rubrique "documents" de la FDES.